

Le Canada et le multiculturalisme Les Québécois sommés d'accepter l'islamisme

En mars 2017, une motion visant à condamner l'islamophobie était adoptée par la Chambre des communes canadienne. Le bloc québécois avait voté contre. PAR DJEMILA BENHABIB



ÉCRIVAINNE ET MILITANTE politique québécoise d'origine algérienne, Djemila Benhabib a reçu le Prix international de la laïcité 2016.

Prenant la parole pendant les commémorations de la tuerie de Québec du 29 janvier 2017, qui a fait six morts et plusieurs blessés dans une mosquée de la ville, Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, a invité ses compatriotes à un examen de conscience pour endiguer la violence. Dans son discours, il a insisté sur la nécessité de lutter contre l'islamophobie. « *Il ne faut pas faire semblant que ça n'existe pas*, a-t-il dit, *il n'y a personne qui se plaint du mot "homophobie". [...] Mais "islamophobie", ça nous dérange. C'est une réflexion que nous allons devoir avoir en tant que société.* » Pourquoi tant d'insistance à vouloir reprendre à son compte un concept fourre-tout à l'origine de bien des confusions dont le succès repose essentiellement sur la verve d'un Khomeyni et les pirouettes sémantiques d'un Tariq Ramadan ? Que suggère ce positionnement politique de la part du Premier ministre sur la nature des forces en présence dans son pays ? On peut, par ailleurs, comprendre l'agacement de Trudeau face à une telle tragédie. Vu de l'extérieur, son logiciel du multiculturalisme, censé garantir des liens harmonieux dont il vante abondamment les mérites, s'est soudainement détraqué. Est-ce une raison pour lancer un tel débat sur l'islamophobie sans même attendre les conclusions du procès qui s'ouvre dans quelques jours ?

D'autant plus que nous ignorons tout, jusqu'à présent, des motivations du présumé tueur.

Depuis la fameuse fusillade où un jeune homme âgé de 26 ans, Alexandre Bissonnette, étudiant en science politique à l'université Laval, a ouvert le feu sur des fidèles dans une mosquée de la Capitale-Nationale juste après la prière du soir, le Québec et l'ensemble du Canada sont plongés dans un débat déchirant mettant en scène deux visions différentes de la citoyenneté. Opposants et partisans de la reconnaissance d'une journée nationale contre l'islamophobie s'affrontent. L'idée de l'instauration d'une telle journée est venue du Conseil national des musulmans canadiens (CNMC) dans une lettre cosignée par quelque 70 organisations musulmanes. Bien que les partisans de cette démarche jouissent de l'appui de Justin Trudeau ainsi que de celui du Premier ministre du Québec, Philippe Couillard, et qu'ils peuvent également compter sur un large soutien venant de la télévision et de la radio d'Etat, Radio Canada, versées dans la promotion du multiculturalisme, en plus de l'appui d'autres nombreux supports médiatiques partageant la

même idolâtrie idéologique, ils n'ont pas été en mesure de faire aboutir, pour le moment, leur projet par le jeu des alliances et du clientélisme politique. Ils n'ont pas pour autant perdu. Et leurs adversaires sont loin d'avoir gagné. Les jeux de coulisses et le débat d'idées se poursuivent, toujours d'une façon asymétrique. Puisque, en termes de représentativité, les deux postures sont loin de bénéficier des mêmes moyens.

AMALGAMES

Dans ce panorama peu réjouissant, le peuple québécois est pris en otage par une rhétorique des plus dangereuses qui le tient responsable par association du crime d'un des « siens ». Le « pas d'amalgame » qui rebondit à chaque fois qu'un attentat islamiste survient a été remplacé pour l'occasion par « tous les amalgames sont permis ». Les spéculations se multiplient. La violence de Bissonnette ne serait rien sans celle qui travaille la société dans son ensemble. Sa « haine » envers les musulmans serait le miroir d'une haine profonde enracinée dans les bas-fonds de notre moi collectif québécois. Alors, chassons le pire !

OPPOSANTS ET PARTISANS DE LA RECONNAISSANCE D'UNE JOURNÉE NATIONALE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE S'AFFRONTENT.



alice chiche / aip photo

Pour le Canada anglais, l'occasion est vraiment trop belle, idéale, pour siffler la fin de la partie à l'endroit du trublion québécois qui se montre toujours tiède à reconnaître les particularismes religieux au sein de son appareil étatique. Assez, c'est assez ! répètent d'un ton jouissif les commentateurs anglais. Le Québec est sommé de rentrer dans le rang canadien. Pour saisir l'objet des tensions, il faut remonter aux années 80. Le Québec a opté pour une citoyenneté davantage républicaine tournée vers la communauté politique, la nation, contrairement au Canada anglais qui place les identités religieuses, la reconnaissance des communautés ethniques et culturelles au cœur de sa démarche multiculturaliste. Le dérapage du tireur serait, donc, le résultat de la crispation de notre société québécoise qui n'a pas su préparer les siens à accueillir avec bienveillance les identités religieuses, comme c'est le cas dans le reste du Canada. Du coup, le débat post-29 janvier 2017 prend la forme d'un confessionnal public où le Québec est sommé d'avouer son tort, de se déclarer d'emblée coupable, c'est-à-dire « islamophobe ». Alors pitié, guérissons le grand malade !

Cette opposition Québec-Canada n'est pas la seule dont il faut tenir compte pour saisir la complexité de la situation. Il faut aussi ajouter plusieurs antagonismes propres au Québec autour de cette question

LE 29 JANVIER 2017, À QUÉBEC. Alexandre Bissonnette attaqua le Centre culturel islamique à l'arme automatique, tuant six personnes. Ci-dessus, le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, le maire de Québec, Régis Labeaume, et le Premier ministre québécois, Philippe Couillard, réunis pour un hommage aux victimes.

de la citoyenneté. C'est d'ailleurs dans la Belle Province, le 1^{er} octobre 2015, que l'islamophobie a fait son entrée dans le cénacle politique, à l'initiative d'un petit parti islamogauchiste qui compte trois députés. Québec solidaire, sans même qu'on eût besoin de définir le concept. Sa motion (non contraignante) est passée presque comme une lettre à la poste. A Queen's Park, à l'assemblée législative de l'Ontario, c'est le 23 février 2017 qu'une motion allant dans le même sens est adoptée à l'unanimité. Un mois plus tard, le 23 mars 2017, c'est au tour du Parlement canadien de suivre le même chemin avec, cette fois, plus des deux tiers des voix de la Chambre des communes. En effet, la motion présentée par une députée libérale du parti de Justin Trudeau a rencontré l'opposition des conservateurs. Félicitations !, s'écrie l'Arabie saoudite par le biais de la Ligue islamique mondiale. L'organisme bien connu pour son activisme social et politique a été à l'origine de la tentative d'instauration des tribunaux islamiques en 2004 dans cette même province, demande qui avait, à l'époque, échoué. Pour les islamistes qui ont essaimé, au Canada, un réseau d'associations très dense et efficace, ces mesures somme toute symboliques s'inscrivent dans une stratégie à long terme qui vise à lorgner le pouvoir de façon à faire adopter un arsenal juridique

plus musclé envers leurs opposants catalogués « islamophobes ». Les islamistes et leurs alliés avancent à coups d'accommodements, de victimisation et de culpabilisation. Dans un pays qui défend le port du voile intégral comme étant un droit, qui a changé l'uniforme de la police pour l'adapter au hidjab, où des petites filles vont à l'école publique la tête voilée dès l'âge de 6 ans et où certaines écoles publiques accueillent des prières, un virage s'est produit.

OUVERTURE EXTRÊME

Justin Trudeau est en train de changer le visage du Canada. Dans la foulée du retour d'une soixantaine de djihadistes canadiens au bercail dont certains font l'objet d'enquête, le Premier ministre a affirmé que ces derniers pouvaient se révéler être une force pour la communauté, mettant dans la gêne son ministre de la Sécurité publique. Par ailleurs, il n'a jamais affiché pareille ouverture à l'endroit de celles et ceux qui résistent à l'islam politique. Depuis 2014, le Canada a déjà connu deux attentats islamistes et en a évité un troisième de justesse au mois d'août 2016. Si les trois auteurs, Martin Couture-Rouleau, Michael Zehaf-Bibeau et Aaron Driver, sont présentés comme des loups solitaires, Alexandre Bissonnette, lui, serait le symptôme de notre mal québécois, l'islamophobie. A terme, Justin Trudeau, qui peine toujours à qualifier le terrorisme d'islamiste, est convaincu que son attitude d'ouverture extrême protégera le Canada de la violence. En ce sens, il adopte la même position que celle de la Grande-Bretagne et des États-Unis dans les années 90, avant que le terrorisme ne les cible. Dans les années 50, des frères musulmans, chassés du Moyen-Orient, ont trouvé refuge en Europe. Il leur aura fallu quelques décennies pour en menacer les assises. Si l'étau se resserre, éventuellement, contre eux en Europe, seront-ils accueillis au pays de l'ouverture extrême, le Canada, toujours avec la même jovialité ? ■